

ROBERT ANDRÉ D., *L'École en France de 1945 à nos jours*, Grenoble, **Presses** universitaires de Grenoble, « Enseignement et réformes », 2010, 312 p., 19 €.

Les Presses universitaires de Grenoble développent une intéressante collection d'ouvrages sur l'histoire de l'éducation. L'ouvrage qu'y publie André D. Robert constitue un premier cadrage d'ensemble de l'évolution des politiques scolaires depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle et des moments qui l'ont scandée.

L'auteur est sociologue, ce qui devrait interpellé les historiens, même si le chantier est assez vaste pour que tous les ouvriers soient bienvenus. Il a beaucoup publié sur l'histoire récente de notre enseignement, notamment sur les syndicats,

et s'il n'a pas hanté les archives, il a fréquenté assidûment la presse spécialisée, lu la plupart des rapports officiels et des travaux sociologiques qui, les années passant, deviennent des documents historiques. En bon connaisseur du système éducatif, il nous livre ici sans prétention ni jargon une sorte de manuel qui rendra de grands services.

L'empan du livre est centré sur les trente dernières années. La période 1945-1973 est traitée en 65 pages alors que 171 sont consacrées aux trente années suivantes (1973-2005). Ce déséquilibre ne gêne pas : la première période est beaucoup mieux connue que la seconde, et c'est sur la seconde que l'auteur fait œuvre de pionnier. Il retrace notamment les composantes de la réforme Haby (1975) et donne une lisibilité aux quatre années du ministère Bayrou (1993-1997). Il montre comment les partis pris idéologiques se heurtent à ce qu'il appelle joliment les « aspérités » du réel. L'exemple de G. Bourgeois, qui renonce au bout d'un an à diriger le cabinet de François Bayrou, l'illustre de façon exemplaire. Cette inertie neutralise en partie les ruptures et rétablit une certaine continuité au sein de politiques contradictoires, y compris dans une même législature. Une inflexion majeure, dont l'auteur suit de près les signes annonciateurs, se produit cependant au milieu de la dernière décennie, avec un tournant néolibéral marqué par la mise

en concurrence des établissements et la réduction systématique des budgets.

Il ne faut pas demander à cet ouvrage plus qu'il ne prétendait offrir. Ce n'est pas une histoire totale de l'école, mais, pour reprendre un sous-titre envisagé par l'auteur, une histoire des *politiques scolaires au jour le jour*. Elle présente quelques oublis. L'analyse du ministère Jospin ne dit mot du passage des instituteurs dans la catégorie A de la fonction publique, mentionné à peine dans la conclusion. La grève très médiatisée du « 93 », qui mobilise au printemps 1998 parents, élèves et enseignants contre un plan de mesures en faveur de ce département, n'apparaît pas. L'index se limite aux « principaux » noms propres. La bibliographie sera très utile ; elle l'eût été davantage encore si tous les rapports officiels cités (une vraie moisson) avaient été rassemblés en une liste

unique par ordre chronologique, au lieu d'éclairer entre les noms de leurs auteurs, quand ils sont cités, ce qui n'est pas toujours le cas (ainsi du rapport Kaspi de 1993 sur les IUFM, cité page 178, absent de la bibliographie et dont l'auteur ne figure pas dans l'index). De même, une liste des textes législatifs et réglementaires cités aurait été précieuse.

André D. Robert n'a pu tenir compte du livre de Jean-Michel Chapoulie qui n'était pas encore publié. Il reprend donc sur l'importance des bourses, ou sur le rôle de la demande dans la croissance des scolarités, les interprétations classiques. Soulignons cependant son objectivité : adversaire des politiques néolibérales et de la rhétorique « républicaine », comme il l'assume dans sa longue conclusion, il ne les caricature pas pour mieux les combattre. Il présente les arguments de l'un et de l'autre camp, en s'efforçant d'en discerner la part de vérité et d'en démonter les logiques. Le ton reste toujours serein. Nous sommes bien dans le discours de l'histoire, pas dans celui du journalisme militant, encore moins de la polémique. D'autres viendront après lui, qui affineront sa chronologie et rectifieront ses explications. Il lui restera l'immense mérite d'avoir présenté le premier récit sérieux et argumenté des politiques scolaires des trente dernières années.

*Antoine Prost*